

Réseau de veille pro-choix

Bulletin 45- octobre 2012

Mot d'introduction

Bonjour à toutes et tous! Avec les vacances, l'actualité plutôt mouvementée et le changement de personne au poste de chargée de projet à la FQPN, cette rentrée a été plutôt chargée...Mais nous revoici avec un bulletin de veille qui couvre l'actualité de l'avortement ici et à travers de monde du mois d'aout à octobre 2012. Rappelons-nous que ce bulletin est un document de travail pour aider à colliger l'information en matière d'avortement et soutenir la militance pro-choix.

Afin de faciliter la lecture, nous avons un peu changé la forme du bulletin; il faut ainsi maintenant cliquer sur le titre des articles (en orange) pour accéder au texte complet. Nous avons aussi ajouté plusieurs rubriques telles que « les arguments anti-choix du moment », « Ce qui s'en vient » ou « Infos et outils utiles pour la militance pro-choix ».

En espérant que vous preniez plaisir à le lire...

Et surtout, n'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires afin que nous puissions au mieux répondre à vos besoins.

L'équipe de la FQPN

Table des matières

La motion Woodworth	2
Récapitulatif M-312.....	3
Analyses pro-choix.....	3
Les mobilisations contre la motion Woodworth.....	3
La FQPN et ses allié.e.s contre M-312.....	4
Le vote	4
Les prises de position en faveur de la motion Woodworth	5
Mention spéciale Rona Ambrose	5
Arguments : la défense du vote pro M-312	6
Le député Woodworth après M-312.....	6
Et pour la FQPN?	7
Pendant ce temps au Canada... les anti-choix s'agitent.....	7

Les arguments anti-choix du moment.....	8
Ce qui s'en vient... ..	11
Des activités pro-choix inspirantes.....	11
L'actualité de l'avortement aux États-Unis	11
L'actualité de l'avortement à travers le monde	13
Saviez-vous que?	17

La motion Woodworth

L'actualité récente en avortement a bien sûr été marquée par le vote sur la motion M-312, ou motion Woodworth, présentée le 26 avril 2012, qui visait la création d'un comité spécial des Communes dont la tâche serait d'étudier le paragraphe 223 du *Code criminel* qui précise le moment où un fœtus devient un être humain au sens de la loi, c'est-à-dire, lorsqu'il est *complètement sorti, vivant, du sein de sa mère*. Le vote, initialement prévu en juin, a été repoussé au 26 septembre. Les semaines précédant le vote ont bien entendu été riches en mobilisations pro-choix, mais aussi anti-choix, avec de nombreuses pétitions déposées, des actions, des prises de position dans les média...bref, la question de l'avortement a une nouvelle fois occupé l'espace public et suscité les passions.

La motion a finalement été défaite en chambre. 203 députés se sont prononcés contre, dont le premier ministre Stephen Harper, comme il l'avait promis dès le début de ce débat. De même, l'ensemble des caucus du NPD et du Bloc québécois ont voté contre. Chez les libéraux, 4 des 35 députés se sont prononcés en faveur de M-312. Le reste des 91 votes appuyant la motion est venue des rangs conservateurs- dont une dizaine de ministres et notamment la ministre de la Condition féminine, Rona Ambrose.

«Le fait que la ministre de la Condition féminine ait voté pour une motion qui sert à faire reculer le droit des femmes est totalement inacceptable, a lancé la députée du Nouveau Parti démocratique (NPD) Niki Ashton, porte-parole de son parti dans ce dossier. C'est un message extrêmement préoccupant.» (La presse, **Avortement: la motion M-312 est battue**)

Toutes formations confondues, aucun.e député.e québécois.e ne l'a appuyée. La prise de position de la ministre Ambrose a suscité beaucoup de colère et d'interrogations dans le milieu pro-choix, et a mené à la demande de sa démission. Dans les articles que nous vous proposons, vous pourrez retracer les péripéties de cette motion, les mobilisations et les argumentaires pro-choix qu'elle a suscité, les réactions au vote de Madame Ambrose, les débats et analyses, les prises de position de la FQPN et de nos alliés.e.s.

Cette motion n'est pas passée, et nous devons le célébrer, mais les anti-choix continuent leur croisade et une nouvelle motion liée à l'avortement a déjà été déposée en Chambre, visant cette fois-ci l'avortement sélectif selon le sexe. Argument dont s'est emparée Madame Ambrose pour justifier son vote. Preuve que cette question n'a pas fini de faire des vagues, et qu'il faut dès maintenant affuter nos argumentaires pour contrer ce qui s'en vient.

Récapitulatif M-312

- Martin Proulx, Huffington Post, [Baby one more time: Récit d'une énième tentative de criminalisation de l'avortement](#)
- Hélène Mercier, la Gazette des femmes, [Avortement, un droit en péril?](#)

Le Canada est le seul pays occidental qui ne dispose d'aucune loi encadrant l'avortement. Vide juridique problématique ou louable exception valorisant l'autonomie? Débat d'idées autour d'une question fondamentale pour les droits des femmes (...)

Car bien que le texte ne concerne que la définition de l'être humain, le politicien ontarien a admis à demi-mot que sa motion était liée à l'avortement. Encouragés par ce nouvel essai, 12 000 manifestants se sont rassemblés à Ottawa le 10 mai, à l'occasion de la 15e Marche nationale pour la vie, pour exprimer leur désir de voir le débat rouvert.

- Montreal Gazette, [MPs conclude debate on thorny abortion motion](#)
- Straight.com, [Federal private member's motion M-312 ignites fetus debate.](#)

"Accorder un statut de personne au fœtus signifie enlever son statut de personne à la femme"
(Traduction libre)

Analyses pro-choix

- Pascale Guéricolas, Le Fil, [Louise Langevin sur la remise en question du droit à l'avortement](#)
- Rabble.ca, [Anti-choice failures are no reason to give them an inch](#)
- Jennifer Prosser, Huffingtonpost.ca, [Even Harper Knows Motion 312 Won't Pass](#)

"Même s'il est légal d'avorter, il y a encore des limitations. C'est dans les prérogatives des Provinces de gérer l'accès aux soins mais le Canada a vu un déclin de l'accès aux services d'avortement depuis 1982. En 2006, Canadians for Choice a montré que 15.9% des hôpitaux canadiens offrent des services d'avortement. Aux Iles du Prince Edouard, il n'y a aucune clinique, et il n'y en a pas eu depuis 1982. » (Traduction libre)

- Nikithomas, [Motion 312: A case of bad vs. worse](#)
- Rabble.ca, [Stephen Woodworth's 'science,' and why Canada's far-right isn't terribly interested in it](#)
- Russell Wangersky, The Telegram, [Playing whack-a-mole with abortion issue](#)

« La vérité c'est que je me sens inconfortable à même être impliqué dans ce débat. Pourquoi? Pour la même raison qu'invoque la Cour Suprême : j'ai de la difficulté à imposer mes croyances lorsqu'elles entravent les droits de quelqu'un, surtout lorsqu'il n'y a aucun risque que mes droits à moi (qui suis un homme) soient menacés par la discussion en cours. On ne voit pas, par exemple, des gens faire campagne pour une loi interdisant la vasectomie, parce qu'elle limiterait les droits de futurs proto-humains- de la même façon que le font toutes les formes de contraception, » écrit le journaliste(Traduction libre.)

Les mobilisations contre la motion Woodworth

- Hélène Buzetti, Le Devoir, [Avortement: le caucus des femmes se dit opposé à la réouverture du débat](#)
- Le Devoir, [Le Barreau contre la réouverture du dossier de l'avortement](#)
- ARCC- CDAC : [Près de 20 000 Canadiens et Canadiennes signent une pétition opposée à la motion anti-avortement](#)
- Campagne de la CDAC « [Écrasons la motion 312](#) »

- [Contre-arguments de la CDAC à la motion M-312](#)
- [Montrealgazette, Doctors' group votes against reopening abortion debate in Canada](#)

« Cette tentative de modifier la définition d'un être humain pourrait avoir pour conséquence de reconnaître le fœtus légalement, ce qui lui donnerait des droits » dit Dr. Genevieve Desbiens. Cela constitue une recriminalisation non seulement de l'avortement, mais aussi de toute forme de contraception. » (traduction libre.)

La FQPN et ses allié.e.s contre M-312

Communiqué de presse de la FQPN et de la FFQ

- [Motion Woodworth, motion absurde](#)

Une action devant le palais de justice, le 21 septembre, en partenariat avec la FFQ

Nous avons organisé une petite mise en scène théâtrale sur l'absurdité des situations auxquelles les femmes seraient confrontées advenant que la motion Woodworth soit votée. Une mobilisation qui a regroupé une centaine de personnes, accompagnée par un membre de la Chorale pour la Justice Reproductive! Merci aux bénévoles!

- Caroline Montpetit, Marie Vastel, Le Devoir, [Motion sur l'avortement : une poignée de sympathisants qui inquiète néanmoins](#)
- Vidéo, TVA nouvelles, [Droit du fœtus; Les passions se déchaînent à Ottawa](#)
- Vidéo, Radio Canada, [La question du statut légal du fœtus de retour aux Communes](#)
- Vidéo, CUTV, [M-312 Could Threaten Women's Access to Abortion](#)

Prises de parole dans les médias

- Gabrielle Duchene, La Presse, [Avortement, les tabous persistent](#)
- Reportage Audio, CIBL, avec une [entrevue](#) de Sophie de Cordes, coordonatrice générale de la FQPN, et d'Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec,
- Sophie de Cordes en entrevue en direct à LCN le 26 septembre
- Sophie de Cordes en entrevue à TVA en direct le 27 septembre
- Anne Marie Messier, directrice générale du Centre de santé des femmes de Montréal en direct à LCN le 25 septembre
- Anne Marie Messier en [entrevue à Radio Canada](#) avec Daniel Weinstock Le 26 Septembre, à Medium large.
- Anne Marie Messier [en entrevue avec CIBL](#) le 27 septembre

Le vote

- La Presse, [Avortement: la motion M-312 est battue](#)
- CTV news, [Backbencher's 'abortion motion' defeated 203 to 91](#)

Les prises de position en faveur de la motion Woodworth

- Hugo Prévost, Pieuvre. Ca, [Avortement et nazisme: un groupe québécois appuie le député Woodworth](#)

« M. Woodworth affirme que l'article 223 du Code criminel du Canada » déshumanise et exclut une classe entière de personne ».

«Si nous faisons cela aujourd'hui aux Afro-Américains, comme au XIXe siècle aux États-Unis [...], ou aux personnes qui ont des problèmes mentaux, comme en Allemagne dans les années 30, vous seriez scandalisés. Et l'article 223 n'est pas moins scandaleux», a lancé M. Woodworth.

Cette déclaration a déclenché un torrent de protestations de la part de l'opposition aux Communes, mais également de bon nombre d'acteur du milieu social, médical, juridique et politique, qui craignent entre autres que le gouvernement Harper ne tente de recriminaliser l'avortement d'une manière détournée.

La prise de position controversée du député ontarien a reçu au moins un appui, mardi; la Campagne Québec-Vie, un groupe opposé à l'avortement, a dit approuver la comparaison tout à fait juste du député Woodworth ».

- La Presse, [Avortement: des ministres voteraient en faveur de la motion controversée](#)
- Huffingtonpost, [Motion 312 Postcards Flood Parliament's Mailroom With Anti-Abortion Messages](#)
- Lifesitenews, [Coalition of local conservative groups unites in support of Woodworth's pro-life motion](#)
- Montrealgazette, [Jason Kenney to vote in favour of abortion motion](#)

Mention spéciale Rona Ambrose

Bien entendu la prise de position de la ministre Ambrose en faveur de la motion M-312 a fait réagir. Les groupes pro-choix voient dans sa prise de position une trahison par rapport au poste qu'elle occupe et demandent sa démission. D'autres cependant, sans être explicitement anti-choix la défendent, saluant son courage et voyant la possibilité de voter en accord avec ses principes comme un des fondements de la démocratie. Ce qui est particulièrement intéressant dans sa prise de position ce sont les arguments qu'elle avance puisqu'elle prétend avoir pris cette décision au nom de la défense du droit des femmes. Elle se dit en effet préoccupée par les avortements sélectifs selon le genre. De là à se demander s'il n'y a pas là une stratégie pour préparer le terrain à la prochaine motion conservatrice consacrée à ce sujet, la motion Warawa, déposée le lendemain du vote de la motion Woodworth.

- Un communiqué de presse de la FFQ et de la FQPN: [Madame Ambrose: Partez!](#)
- Hélène Buzetti, Le Devoir, [La tête d'Ambrose est réclamée](#)
- Pétition de l'ARCC, [Rona Ambrose doit démissionner](#). Dans cet article la liste des député.e.s qui ont voté en faveur de la motion M-312
- La Presse, [Les appels en faveur de la démission de Rona Ambrose se multiplient](#)
- Le blogue de Manon Cornéliier : [Avortement et la ministre Ambrose: ne comptez pas sur une démission](#)
- Les Clermont Dion, Voir.ca, [Sophie Durocher Non, je ne laisserai pas tranquille Madame Ambrose.](#)
- Jarrah Hodge, [Gender Focus, Feminists Disagree on Many Things but Abortion Can't Be One of Them](#), un article intéressant dans lequel l'auteure critique une commentatrice qui a salué

le « féminisme » de Madame Ambrose, sa définition du féminisme se limitant à être une femme qui défend ses opinions, même si elles sont à contre courant.

- [Jenn Prosser, Rabble.ca, Minister Ambrose upholds current government record on gender equality](#)
- [Edmontonjournal, 'Sex selection abortion' played a role in supporting pro-life motion: Ambrose](#)
- [The Globe and Mail, Opinion: Rona Ambrose's big mistake in fetus-rights vote? Not explaining why](#)
- [Chantal Hebert, Status of Women post outlives usefulness](#)
- [Nikki Thomas, Huffington post, Rona Ambrose May Have a Point, But Abortion Is No Answer](#)

Arguments : la défense du vote pro M-312

Argument principal : c'est l'apanage d'une démocratie de pouvoir avoir des débats sur tout et de voter en son âme et conscience.

- [Jonathan Kay, National Post, Canada's pro-choice culture warriors have lost their moorings](#)
- [Sun news, Vote on controversial abortion motion is the only democratic option, says Bob Rae](#)
- [Chris Selley: What's so outrageous about debating abortion?](#)
- [The Star, Somerville: The right to life and Canada's democracy](#)
- [Preston Manning, The Globe and Mail, How to reframe beginning-of-life issues](#)

Le député Woodworth après M-312

- [JP Pineault, Granby Express, Avortement: le député Woodworth à Granby](#)

Le député conservateur sera présent à Granby dans le cadre du congrès annuel de Campagne Québec-Vie qui se tiendra à l'Église de l'Assemblée de la Parole de Dieu(...)Au nombre des autres participants, notons la présence de Georges Buscemi, président de Campagne Québec-Vie, Stéphane Gagné, pasteur et candidat lors de la dernière élection pour le parti conservateur du Québec, Gitane Maltais, femme tombée enceinte à la suite d'un viol à 15 ans et qui a choisi de garder son enfant et Michel Lizotte, porte-parole de l'organisme Ta vie ton choix, qui fait la promotion d'une thérapie pour ceux «aux prises avec des attrait non voulus envers des personnes du même sexe».
- [Mobilisation féministe pro-choix à Granby lors du passage de Stephen Woodworth, communiqué de la FFQ](#)
- [Radio canada.ca, Campagne Québec Vie tient son congrès à Granby. La mobilisation féministe.](#)
- [Beth Hong, Vancouver Observer, Pro-life MP vows to fight «to his dying breath» for rights of unborn](#)
- [Tim Harper, The Star, As Stephen Woodworth's 15 minutes on abortion end, who will pop up next?](#)
- [Hugo de Granpré, La Presse, Avortement : cette question ne va jamais mourir](#)

Et pour la FQPN?

Profitant de l'intérêt autour de la question du choix et de l'avortement, nous avons soumis un texte au Devoir et lancé une campagne « Éduquons Rona Ambrose » le 22 oct. 2012 en collaboration avec Relais-femmes, la FFQ, le Centre de santé des femmes de Montréal et l'R des centres qui va se tenir pendant 9 semaines, soit jusqu'aux vacances de Noël. On peut consulter cette campagne sur le site www.fqpn.qc.ca. Nous avons de nouveau été couvertes par le Devoir.

- Sophie de Cordes et Magaly Pirotte, le Devoir; [Avortement, pour le libre choix et la justice sociale](#)
- Helene Buzzetti, Le Devoir, [La ministre Rona Ambrose à l'école des féministes.](#)

Pendant ce temps au Canada... les anti-choix s'agitent

Il s'en est passé beaucoup cet été chez les anti-choix, notamment hors Québec, ce qui explique le peu de couverture médiatique francophone. Tout d'abord la saga autour de la ville de **Kelowna**, en Colombie Britannique. Celle-ci a proclamé la dernière semaine de septembre "semaine pour la vie" et a donné son accord pour afficher un drapeau anti-choix à la mairie à cette occasion. Devant le tollé suscité, la mairie a renoncé mais les drapeaux devaient être affichés dans quatre écoles catholiques, certain.e.s arguant que les avortements sont la cause du déclin des inscriptions scolaires. Finalement, grâce à la mobilisation, l'affichage du drapeau n'aura pas eu lieu pour « protéger les élèves contre les troubles », c'est-à-dire les manifestations pro-choix qui avaient été annoncées.

Ensuite, la chaîne des **quarante jours pour la vie** a recommencé en Amérique du nord et des résident.e.s ont découvert à cette occasion qu'il est impossible de s'opposer à la présence de cette vigile, même si elle est dans leur cour et les dérange. Nous joignons un article intéressant sur la liberté d'expression et les vigiles anti-choix.

À Terre Neuve et en Ontario, ce sont des « **mémoriaux aux enfants non-nés** » qui ont été érigés.

En Ontario toujours, il existe une mobilisation autour du « **Defund abortion campaign** » qui vise à ce que les avortements ne soient plus remboursés par l'assurance maladie. Une importante journée de mobilisation est prévue le 30 octobre.

Ontario encore, « Weneedalaw » a fait afficher des posters géants dans les rues représentant des bébés avec l'inscription: trois pays n'ont aucune loi pour protéger les « enfants non-nés » : la Corée du nord, La Chine et le Canada. ("[We need a law](#)" billboards in Hamilton)

La saga Kelowna

- Radio Canada, [Il n'y aura plus de drapeaux de courtoisie à l'hôtel de ville de Kelowna](#)
- Katie Caine, Lifesitenews, [British Columbia city to hang pro-life flag during Protect Human Life Week](#)
- ARCC- CDAC, [Activists Demand that City of Kelowna Rescind Anti-abortion Proclamation](#)
- Kelowna cap news, [Kelowna Right To Life flag to fly over schools](#)
- Canadian Press, [Flagpole removed to avert strife](#)
- ALEKSANDRA SAGAN, The Globe and Mail, [Anti-abortion and pro-choice groups square off](#)
- Alistair Waters - Kelowna Capital News, [Pro-life flag won't fly over Catholic schools](#)

Les 40 jours pour la vie

- On peut repérer leur localisation [ici](#).
- By Kyle Wells - Goldstream News Gazette, [Upset residents say 'enough is enough' for abortion protests](#)

Residents of a housing complex in View Royal are becoming increasingly frustrated with weekly abortion vigil just steps from their front doors.

View Royal chief administrative officer Kim Anema said there is little the town can do to remove the vigil unless they are disrupting traffic or causing a safety hazard. Even with complaints from residents, the protestors have a protected right to protest so long as they stick to the rules.

- Jennie Bristow, [Freedom of speech, anti-abortion protestors and women: rights and limits](#)

La liberté d'expression n'est pas la même chose que dire n'importe quoi, en toutes circonstances. C'est la liberté d'exprimer des opinions, mais pas de dire ce qu'on veut, quand on veut. Ce n'est pas interférer avec l'autonomie de quelqu'un et son droit d'accéder à un service au nom de la liberté d'expression. La liberté de parole c'est pouvoir exprimer des idées, ce n'est pas empêcher des personnes d'agir.

Mémoriaux pour « les enfants non nés »

- CBC, [Monument to 'unborn children' sparks controversy](#)
- Ashton Patis, [Church Sends Anti-Abortion Message](#) Stephen Hui, Straight.com, [Too soon to erect roadside memorial to abortion debate](#)

Le “Defund abortion rally” en Ontario

- Patrick B. Craine, Lifesitenews.com, VIDEO: [‘Defund Abortion’ mini rallies will storm Ontario Oct. 13th](#)

La Campaign Life Coalition Youth soutient que les avortements sont un usage abusif de l'argent des contribuables, qui devrait être plutôt être investi dans le système de santé et les « vrais » problèmes de santé plutôt que dans la résolution de « problèmes » résultants de choix de vie controversés (sic). Les sondages montrent que la majorité des Ontariens soutiennent cette idée. « L'avortement n'est pas un service médical essentiel, la grossesse n'est pas une maladie et il n'y a pas de preuve que l'avortement soit bénéfique pour la santé. » Le second rallye aura lieu le 30 octobre de 12h à 14h à Queen's Park. La campagne est disponible ici: [Defund Abortion petition campaign](#).

Les arguments anti-choix du moment

*Avortement et intimidation

De la part de Maurice Vellacot, député conservateur, le même qui vient d'attribuer des médailles du Jubilé de la Reine à Mary Wagner et Linda Gibbons, deux femmes ayant croupi derrière les barreaux pour avoir systématiquement harcelé les femmes se rendant à des cliniques d'avortement de Toronto.

- [Stop the bullying of Canada's most vulnerable – the baby in the womb](#)

“ En raison de l'attention nouvelle portée à l'intimidation, il est de notre devoir de s'attaquer à la forme la plus cruelle et commune d'intimidation: celle qui touche et finit par tuer les enfants non-nés » (traduction libre)

- Helene Buzzetti, Le Devoir, [Deux activistes pro-vie honorées par les conservateurs](#)

*L'avortement nuit aux femmes et c'est chercher à les protéger que de l'interdire

- Cara Davies, Journal of Law and Equality 8 (Spring 2012): 1-26. «Protecting Women or peddling stereotypes? Bill C-510 and the influence of the Woman-protective Anti-abortion Movement»

Certains du mouvement anti-avortement ont commencé à affirmer que l'avortement nuit aux femmes et qu'il devrait être restreint ou interdit afin de protéger leurs droits. Cet article suggère que ces arguments anti-avortement au nom de la protection des femmes pourraient s'enraciner au Canada si d'autres lois de protection des droits des femmes sont adoptées. Le récent bill C-150, visant à punir ceux et celles qui pousseraient une femme enceinte à avorter (Roxanne bill) est un exemple de telles lois.

*L'avortement sélectif selon le sexe

Cette question est la nouvelle porte d'entrée des conservateurs pour attaquer l'avortement et elle a la particularité d'attirer l'intérêt du public. Qui en effet pourrait cautionner l'élimination ciblée des fœtus féminins? La motion 408 ou motion Warawa a été déposée le lendemain du vote de la motion Woodworth. Elle vise à condamner la discrimination commise lors des avortements de fœtus féminins. Elle a été déposée dans la foulée la diffusion d'un documentaire de Radio Canada en juin qui a porté cette « problématique » à la connaissance du public. Le consulter [ici](#). Selon le député Warawa, 92% des Canadiens seraient opposés à l'avortement sélectif selon le sexe.

Nous avons ici un enjeu particulièrement émotif...le problème est que, comme l'expliquent Anne Marie Messier et Marc Zaffran dans un entrevue à Radio Canada, cette réalité n'existe pas au Canada, ou alors est assez marginale pour ne pas être statistiquement significative... Et même dans le cas où ce serait une réalité, restreindre les conditions d'accès à l'avortement ne serait absolument pas la solution. En effet, comment justifier que certaines raisons d'avorter soient plus « valides » et « légitimes » que d'autres? En plus, cela impliquerait des mesures ayant des conséquences pour toutes les femmes à partir d'une pratique peu significative voire inexistante. Un terrain glissant si cette motion venait à être approuvée. Il importe de maîtriser au plus vite les arguments pour contrer ce discours!

Plus sur la motion Warawa

- Patrick B. Craine, Lifesitenews.com, [Breaking: Tory MP files motion to condemn sex-selective abortions](#)
- September 27, 2012, [MP Mark Warawa Introduces Motion to Condemn Discrimination Against Females Via Sex-Selective Pregnancy Termination](#)
- KIM MACKRAEL, The Globe and Mail, [New debate looms over sex-selective abortion motion](#)

Les arguments utilisés

- Margaret Somerville, The Globe and Mail, [the preposterous politics of female feticide](#)
M. Somerville accuse les activistes pro-choix, en nommant Joyce Arthur, de vouloir sacrifier les fœtus féminins au nom de l'idéologie du respect absolu du choix. Elle fait l'association avec la création d'une culture qui tolérerait les abus envers les femmes, et tolérerait par exemple les « crimes d'honneur » ou les mutilations génitales.(Traduction libre)

Les arguments pro-choix pour contrer ce discours

- Radio Canada, Radio, Anne Marie Messier, directrice du Centre de Santé des femmes de Montréal et Marc Zaffran, en [entrevue](#) avec Catherine Perrin.
- [Drdrawlag.ca. Margaret Somerville's concern for the status of women.](#) Une réponse à M Sommerville.

« C'est une aberration de suggérer que le mouvement pro-choix fait de l'œil à l'avortement sélectif selon le sexe simplement parce qu'il refuse qu'il soit criminalisé.

Comment un gouvernement pourrait-il continuer à permettre le choix sur la question de l'avortement tout en rendant hors-la-loi un des motifs? Comment la loi peut-elle déterminer la validité des motifs qui poussent les femmes à avorter? La réponse est simple : il ne peut pas.

La seule façon de prévenir légalement la sélection par le sexe est de restreindre ou de rendre illégaux tous les avortements. Ne doutons pas que c'est vraiment l'enjeu ici, et que l'argument de la sélection par le sexe n'est qu'une tactique

Il n'y a pas de contradiction. Supporter le choix ne signifie pas approuver moralement toutes les décisions qui sont prises. Mais en termes de politiques publiques, il est mieux de soutenir les droits des femmes plutôt que de criminaliser l'avortement, ce qui irait à l'encontre de ces droits.

Ceux et celles d'entre nous qui sommes pro-choix ne pensons pas que criminaliser l'avortement va résoudre le problème. L'intégration et l'égalité au sein de notre société semble en revanche être la solution ultime. » (Traduction libre)

- Jane, The abortion monologues, [Thoughts on Sex Selection and Abortion](#)

Comme femmes, quand nous décidons de continuer ou de mettre un terme à notre Grossesse, nous *dealons* avec ce qui est et non ce qui devrait être ou ce qui est plus acceptable théoriquement. Cette femme sait qu'elle ne peut donner ce qu'il faut, ce qu'elle estime qu'il faut pour cet enfant à venir.

Est-ce que c'est différent de savoir qu'une femme ne peut pas offrir les conditions matérielles nécessaires à son enfant, et décide d'avorter pour cette raison? Non. Est ce que nous allons dire à cette femme qui a de faibles revenus que ce n'est pas une bonne raison pour avoir un avortement? Non. Nous savons tous et toutes que nous souhaitons qu'il en soit autrement, que dans un monde idéal toutes les femmes auraient les moyens de fournir le nécessaire à leurs familles, mais dans notre monde imparfait, ce n'est pas le cas. (...)

Demander à une femme de donner naissance à une fille qu'elle ne désire pas pour faire un point anti-sexiste, c'est sacrifier sa volonté à une idéologie. C'est aussi coercitif que de lui demander d'avorter d'une fille, aussi une demande qui sacrifie sa volonté à une idéologie.

Nous pensons, et je pense que nous pensons fausement que les femmes qui avortent pour des raisons de sélection par le sexe le font sous la contrainte. Imposer nos idées sur les choix de vie d'une autre femme est paternaliste. Nous ne savons pas. Nous n'avons pas besoin de savoir. Ce n'est pas notre problème. Comme toujours, la femme enceinte est la meilleure personne pour faire un choix à propos de son corps et de sa famille. Personne ne peut lui enlever ça. Car là, ce serait vraiment sexiste.

La motion va sans conteste permettre le racisme dans les arguments. Nous allons voir se pointer l'argument du "fardeau de l'homme blanc". Quelqu'un va suggérer que c'est aux "Canadiens" d'enseigner aux "autres" comment vivre. Je n'ai pas de problème à demander aux "canadiens" d'être exemplaires. Pour faire cela, faisons d'abord le ménage dans notre cour et soyons sûrs que toutes les canadiennes ont vraiment l'égalité et que nous mettons fin à toutes les discriminations systémiques qui font que les filles valent moins que les gars. Mais ne prétendons pas l'avoir déjà fait, car c'est faux.

- Emma Teitel, [Canada's all or nothing abortion debate](#)

Ce qui s'en vient...

La Cour Suprême doit statuer sur « quand la vie débute » dans le cadre de deux procès.

- [Supreme Court set to go where members of Parliament fear to tread: The minefield of deciding when life begins](#)

Quelques semaines à peine après que le Parlement ait débattu d'une motion sur le moment où commence la vie humaine, la Cour suprême du Canada entendra un nouvel appel sur la question de savoir quand un fœtus est légalement considéré comme un être humain.

Le tribunal a accepté d'entendre la cause d'Ivana Levkovic, qui a été initialement inculpée, mais acquittée d'avoir caché le cadavre de son enfant. Le cas Levkovic peut avoir des répercussions sur le droit reproductif au Canada.

- Stephanie Voudouris, The Court. Ca, [If it's about pregnancy, it's about women: Ivana Levkovic v Her Majesty the Queen](#)

Des activités pro-choix inspirantes

***Maritimes** Des bénévoles créent un réseau pour soutenir et accompagner les femmes qui doivent se rendre à Halifax pour avorter

- LEZLIE LOWE, The Chronicle Herald, [Group provides abortion support services for women in need](#)
- CBC, [Abortion assistance offered to Maritime women](#)

***Abortion monologue.** Des Monologues du type « Monologue du vagin » sur l'avortement, le vécu et les motivations des femmes. Écrit par l'auteure canadienne June Cawthorne.

- Kristin Froneman - Vernon Morning Star, [Monologues show a different side to women's issue](#)

L'actualité de l'avortement aux États-Unis

- Romandie. Com, USA: [la contraception gratuite entraîne une baisse des avortements](#)

Le Dr Jeffrey Peipert et son équipe de l'Université de Washington à Saint-Louis ont suivi plus de 9.000 femmes de 2008 à 2010 à Saint-Louis (Missouri), dont beaucoup étaient pauvres ou non assurées.(...)L'effet de la gratuité de la contraception sur les grossesses adolescentes se révèle impressionnant: le taux est de 6,3 naissances pour 1.000 adolescentes dans cette étude contre 34 pour 1.000 au niveau national en 2010.

Concernant les avortements, le taux est de 4,4 à 7,5 avortements pour 1.000 femmes dans l'étude contre 13,4 à 17 avortements pour 1.000 femmes dans toute la région de Saint-Louis, selon les calculs de M. Peipert. Un taux déjà en dessous du taux national, qui est de 20 avortements pour 1.000 femmes.

Plus de la moitié des six millions de grossesses aux États-Unis ne sont pas désirées. La moitié des ces grossesses non voulues sont dues à une absence de contraception et 43% se terminent par un avortement. En outre, les femmes ayant un faible revenu ont davantage tendance à vivre une grossesse non désirée.

- Nicolas Bérubé, La presse, **Propos sur le viol: un élu républicain fait scandale**

Un candidat au Sénat du Missouri a affirmé que le viol ne causait pas la grossesse. «Le corps des femmes a des façons d'essayer de bloquer tout cela», a dit Akin, actuellement élu de la Chambre des représentants. M. Akin est d'avis que l'avortement devrait être interdit même si la grossesse résulte d'un viol.

- Catherine Delveau, 7/7, **Après le viol, Todd Akin expert sur l'avortement**

Dans un discours prononcé à la Chambre, le député républicain compare les docteurs qui pratiquent des avortements à des terroristes. «On découvre qu'en plus de cette culture de la mort, il y a des tas d'autres infractions à la loi: ne pas suivre de procédure hygiénique, avorter des femmes qui ne sont pas enceintes, des fraudes au fisc, ce genre de choses.»

Interrogé par le Guardian, le porte-parole du candidat au Sénat des États-Unis a affirmé qu'il existait «un certain nombre de cas documentés» qui prouvaient que des médecins avaient déjà fait croire à des femmes qu'elles étaient enceintes pour leur faire payer un avortement.

«De mon point de vue, il y a beaucoup de choses dans les cliniques d'avortement qui ne sont pas signalées. Quand un avortement tourne mal, quand est-ce que les docteurs doivent appeler les urgences? Pourquoi les fœtus avortés sont majoritairement des filles? Quid du nombre élevé d'enfants noirs avortés?», demande Rick Tyler

- Ottawacitizen, **HEALTHBEAT: Study finds that free birth control means fewer abortions and fewer teen births**
- Eric Martin, Nouvelle de France, **Une nette majorité d'Américains opposés à l'avortement tel que pratiqué dans 99% des cas,**

Selon un sondage CNN rendu public dimanche, 62% des Américains souhaitent que l'avortement soit empêché par la loi, avec (la position adoptée par Mitt Romney) ou sans exceptions (celle du projet de plate-forme programmatique du Parti républicain). Seulement 35% d'entre eux sont sur la ligne du Parti démocrate et de Barack Obama et souhaitent que l'avortement reste légal dans tous les cas.

Stratégies anti choix aux États-Unis

- Les nouvelles régulations de bâtiment pour les hôpitaux. En Virginie, le Ministère de la santé force les cliniques qui pratiquent des avortements à se soumettre à des standards de construction onéreux et surtout non nécessaires.
- La certification des médecins qui pratiquent des avortements. Au Mississippi, le gouverneur Phil Bryant, qui ne cache pas son intention de faire de son état le premier état sans avortement au pays, force les obst/gyn qui veulent faire des avortements à avoir des « accréditations » accordés par les hôpitaux. Ceux-ci ont jusqu'à présent refusé de les accorder.
- L'augmentation des coûts liés à l'avortement comme stratégie concertée pour limiter leur nombre; **Sofia Resnick, The American Independent, Anti-Abortion Scholar: Restrictions Should Be Designed to Raise Costs for Women**

Des mesures restrictive contre l'avortement devraient être prises pour augmenter les « couts » des avortements afin de décourager d'y avoir recours. Une stratégie prônée par le Charlotte Lauzier Institute. Il suggère de dé rembourser l'avortement par Medicaid ou de cesser le financement aux plannings familiaux, de demander aux patientes d'effectuer plusieurs voyages à la Clinique ou d'allonger les temps d'attente...

Plus inspirant...

- Stephanie Smith, CNN, [Melinda Gates responds to contraception program controversy](#)
Melinda Gates, une catholique pratiquante, continuera en dépit des critiques à financer les programmes de planning familial à travers sa fondation dans les pays en développement. Elle veut offrir des moyens contraceptifs à 120 millions de femmes dans le monde.

L'actualité de l'avortement à travers le monde

Australie

La pilule abortive (RU486) devient plus facilement accessible

- Dan Harrison, The Sydney Morning Herald, [Abortion pill to become more readily available](#)

Brésil

La justice de São Paulo a autorisé une jeune femme enceinte de seize semaines à avorter d'un fœtus malformé, une brèche dans la rigoureuse loi anti-avortement au Brésil, rapporte dimanche le quotidien Folha de São Paulo.

- Agence France Presse, [La justice brésilienne autorise l'avortement d'un fœtus de 4 mois](#)

Corée du sud

La Cour constitutionnelle n'a pas invalidé la loi interdisant l'avortement. Pourtant, les avortements sont largement tolérés par les gouvernements. En 2005, 340 000 avortements ont eu lieu, 95% de ceux-ci illégaux.

- Eric Martin, Nouvelles de France, [Corée du Sud : L'interdiction de l'avortement jugée « constitutionnelle »](#)
- The Guardian , [South Korea upholds abortion ban](#)

El Salvador

Une femme emprisonnée pour trente ans en raison d'une fausse couche a été libérée après sept ans de détention. Depuis que la loi anti avortement est entrée en vigueur en 1998, El Salvador a emprisonné 628 femmes accusées d'interruption de grossesse.

www.cawn.org

Espagne

Le nouveau gouvernement conservateur de Mariano Rajoy a annoncé son intention de revenir sur la législation, en activité depuis 2010, qui autorise l'avortement sur demande jusqu'à 14 semaines et plus tard en cas de viol, de risque pour la santé mentale ou physique et de malformation fœtale.

- El Diario, [El Gobierno retrasa la reforma de la Ley del Aborto de Gallardón](#)
- Public Radio International, [Spain's conservative leader looking to roll back legalization of abortion](#)

France

- Jolpress, [L'avortement sera désormais remboursé à 100%](#)
- Johanna Jacquotalbrecht, Huffington Post, [L'IVG en France, un droit difficile à exercer?](#)

Cependant, si l'IVG est autorisée en France depuis la loi Veil de 1975, et si son accès a été amélioré par la loi du 4 juillet 2004 (délais repoussés de 10 à 12 semaines de grossesse, possibilité pour les mineures de se passer de l'accord parental et introduction de l'IVG médicamenteuse, moins invasive), le tableau n'en est pas pour autant utopique. A l'occasion de la journée mondiale d'action pour l'accès à l'avortement sûr et légal du 28 septembre 2012, le Planning Familial a dénoncé une «liste de dysfonctionnements trop longue pour notre pays qui vient de se doter d'un ministère des Droits des femmes et qui se veut progressiste!». Les hôpitaux ne se bousculent pas pour creuser leur déficit. En dix ans, entre 150 et 170 centres IVG ont fermé leurs portes, quand d'autres hôpitaux optent pour une restructuration de leurs services, quitte à mélanger futures mamans, candidates à l'insémination artificielle, et femmes en attente d'une IVG.

Iran

L'Iran est en train de démanteler son programme de planning familial afin d'augmenter sa population. Il avait pourtant des programmes très avancés comme la couverture publique des vasectomies, une consultation en planning familial pour les jeunes mariés ou une usine de condom d'état. Le ministre de la santé a annoncé que l'argent des coupures servirait dorénavant à encourager de plus grosses familles.

Irlande

L'homme qui va devenir le prochain ministre de la santé d'Irlande du Nord déclenche une controverse après avoir déclaré que les victimes de viol ne devraient pas avoir le droit d'avorter.

- Adrian Rutherford, Belfast Telegraph, [DUP's Jim Wells: Abortion should be ruled out for rape victims](#)

Maroc

Au Maroc, l'avortement n'est autorisé qu'en cas de danger pour la vie de la mère ou bien en cas de viol. Dans ce sens, et voulant en premier lieu, faire un grand pas pour les droits de la femme au Maroc, le mouvement alternatif pour les libertés individuelles (MALI), a lancé une pétition électronique demandant la légalisation de l'avortement au Maroc. Le « navire pour l'avortement » de Women on Waves a accosté au port de Smir, malgré l'interdiction des autorités.

- Omar Brouksy, La Presse, [Maroc: le «navire pour l'avortement» sur place depuis plusieurs jours](#)

Nouvelle Zélande

- Rebecca Quilliam, The New Zealand Herald, [Push to make contraception free for all women](#)

Pologne

- Tiphaine Pioger, Le Journal International, [Le non à l'avortement persiste en Pologne](#)

Les députés du Parlement polonais se sont prononcés le 11 octobre sur le droit à l'avortement. A nouveau, le non l'a emporté, réduisant encore un peu plus l'espoir d'émancipation des Polonaises.

Royaume Uni

La ministre de la condition des femmes plaide en faveur de la réduction du nombre de semaines légales pour un avortement.

- Ben Quinn, The Guardian, [Abortion limit: Tory minister for women backs reduction to 20 weeks](#)

Rwanda

Depuis peu, les femmes qui sont enceintes suite à un viol, un mariage forcé, un inceste, ou dont les grossesses mettent en danger leur vie peuvent avoir accès à des avortements sécuritaires.

- Cecilia Attias, Huffington Post, [Can We Talk About Abortion?](#)

Suisse

- Clare O’Dea, swissinfo.ch, [Libérer l’avortement a permis d’en diminuer le nombre](#)

(...) le taux d'avortement a progressivement diminué avant de se stabiliser, et les statistiques tombent chaque année sans faire de vagues particulières. En 2011, ce taux était de 6,8 pour 1000 femmes âgées de 15 à 44 ans. Ce qui est remarquablement bas, en comparaison avec le Royaume-Uni (17,5), la France (15 en 2009) et les États-Unis (16 en 2008), par exemple.

La pilule du lendemain, qui empêche le déclenchement d'une grossesse après une relation sexuelle non protégée, est accessible sans prescription médicale depuis 2002.

Uruguay

La Chambre des députés de l'Uruguay a approuvé l'avortement jusqu'à 12 semaines de grossesse, mais le texte n'a été adopté qu'avec une voix d'avance.

Jusqu'à maintenant, le seul pays de la très catholique Amérique latine à autoriser l'avortement pour toutes les femmes jusqu'à la fin du premier trimestre de grossesse était Cuba. En cas de viol, l'avortement est possible jusqu'à 14 semaines de grossesse.

- Le Devoir, [Les députés de l'Uruguay approuvent la légalisation de l'avortement](#)
- Nigel Barber, Huffington Post, [Uruguay: A Secular Outpost Legalizes Abortion](#)

Infos et outils utiles pour la militance pro-choix

- 365 Days for Choice , un groupe Facebook qui coordonne les contre manifestations pro-choix et les défenses de cliniques. <http://www.facebook.com/365DaysForChoice> .
- Des outils de la Coalition pour le droit à l’avortement au Canada
 - [Adresses électroniques de tous les députés fédéraux](#), répartis selon leur position sur le droit à l’avortement, prêtes à copier-coller dans la boîte À: ou Cci: de votre message
 - [Adresses électroniques des ministres de la Couronne et des ministres d’État](#)
 - [Numéros de téléphone des députés anti-choix et de « position inconnue »](#)
 - [Liste des députés fédéraux pro-choix](#)
 - [Numéros de téléphone des députés pro-choix](#)
 - [Affiliation de parti et circonscription de chaque député](#)

- Une [Enquête sur la perception de l'avortement par la population Canadienne](#), réalisée par l'Evangelical Fellowship of Canada, un organisme anti-choix mais qui recense les différentes enquêtes d'opinions, la plupart montrant que les Canadien.ne.s sont majoritairement pro-choix.
- September 2012 special supplement to the *International Journal of Gynecology and Obstetrics*. Afin de regrouper les plus récentes recherches sur les conséquences des avortements non sécuritaires, *International Journal of Gynecology and Obstetrics* a fait paraître un document spécial en septembre, coordonné par Susheela Singh, vice présidente à la recherche au Guttmacher Institute.
- **«On l'appellera Simone» : une BD sur l'avortement.** Après un tome 1 de « Et toi, quand est-ce que tu t'y mets ? » consacré aux femmes qui refusent d'avoir des enfants, l'auteure Véronique Cazot sort une nouvelle BD, qui parle cette fois de l'avortement. Un sujet difficile, mais qu'elle aborde sur un ton humoristique.
- Professor Joan Chrisler's book, **«Reproductive Justice: A Global Concern»**.
- Pubmed, **Conscientious Objection to Sexual and Reproductive Health Services: International Human Rights Standards and European Law and Practice.**
L'objection de conscience du personnel médical dans les cas des avortements est un phénomène croissant en Europe, mais ce n'est pas régulé. En Italie pas exemple, en 2008, 70% des gynécologues refusaient de faire des avortements pour raisons morales.
- The World's Bank study on Unmet Need for Contraception is available here
- The Guttmacher Institute, une vidéo sur l'avortement dans le monde



Articles sur l'avortement, historique...

- **“Winning Choice on Abortion: How British Columbia and Canadian Feminists won the Battles of the 1970s and 1980s,”**
- Trish Hennessy, Rabble.ca, **A number is never just a number: Abortion and women's rights,** des chiffres et des dates sur l'avortement au Canada.

Saviez-vous que?

La plupart des branches du judaïsme soutiennent l'avortement? (en anglais)

[Pour en savoir plus...](#)

L'Islam permet l'avortement pendant les 40 ou 120 premiers jours de la grossesse. D'ailleurs, après la guerre de Bosnie, des fatwas ont été émises afin de permettre aux femmes violées durant la guerre d'avorter. (en anglais)

[Pour en savoir plus...](#)

En 2002, le code civil du Népal a été amendé pour rendre l'avortement légal jusqu'à 12 semaines. Cependant, les femmes, notamment celles des villages, ne sont pas au courant de ces lois. (en anglais)

[Pour en savoir plus...](#)

Plus de trois Québécois sur quatre sont favorables à l'avortement, mais certaines cliniques hésitent encore à diffuser leur adresse pour des questions de sécurité et de nombreux médecins refusent catégoriquement que la nature de leur travail soit rendue publique. (en français)

[Pour en savoir plus...](#)

Pendant la période communiste, les avortements étaient permis en Pologne. En 1981, 230 000 avortements légaux ont eu lieu. Mais la procédure a été bannie en 1995 à cause des pressions de l'église catholique. La Polish Federation for Women and Family Planning estime que de 80 000 à 200 000 avortements clandestins ont lieu chaque année. (en anglais)

[Pour en savoir plus...](#)

Devenir membre de la FQPN

Abonné.e.s du Réseau de veille pro-choix, mais toujours pas membre de la FQPN? Qu'attendez-vous? En adhérant, vous resterez au courant de nos activités, aurez accès à toutes nos publications et pourrez participer à la vie démocratique de l'organisme.

Pour plus de détails, cliquez [ici](#)
ou encore, téléchargez le [formulaire d'adhésion](#)

Vous avez des commentaires, des suggestions ou des nouvelles que vous aimeriez nous transmettre? Écrivez à mpirotte@fqpn.qc.ca